

No. 36862

**Luxembourg
and
Norway**

Convention on social security between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Norway (with arrangement). Luxembourg, 19 March 1998

Entry into force: 1 May 2000, in accordance with article 21

Authentic texts: French and Norwegian

Registration with the Secretariat of the United Nations: Luxembourg, 28 August 2000

**Luxembourg
et
Norvège**

Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Norvège sur la sécurité sociale (avec arrangement). Luxembourg, 19 mars 1998

Entrée en vigueur : 1er mai 2000, conformément à l'article 21

Textes authentiques : français et norvégien

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Luxembourg, 28 août 2000

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION ENTRE LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LE ROYAUME DE NORVÈGE SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège

Tenant compte de l'article 29, annexe VI, nos 1 et 2 de l'Accord sur l'Espace économique européen du 2 mai 1992, désigné ci-après "Accord EEE";

Se référant à l'article 8 du règlement (CEE) no 1408/71;

Considérant qu'il importe de reconsidérer leurs relations dans le domaine de la sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les personnes non couvertes par ledit règlement;

Sont convenus de conclure la convention ci-après, qui remplace la convention sur la sécurité sociale conclue entre les deux Etats le 19 février 1991.

PARTIE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er. Définitions

I. Aux fins de l'application de la présente convention

a) Le terme "règlement " désigne le règlement (CEE) no 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, en sa teneur en vigueur au moment de son application entre les Parties contractantes;

b) Le terme "règlement d'application" désigne le règlement (CEE) no 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) no 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, en sa teneur en vigueur au moment de son application entre les Parties contractantes;

c) Le terme "plateau continental" désigne les fonds marins et leur sous-sol au-delà de la mer territoriale norvégienne, sur toute l'étendue du prolongement naturel de son territoire terrestre jusqu'au rebord externe de la marge continentale, étendue toutefois non inférieure à 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale, ne dépassant pas cependant la ligne médiane par rapport à un autre Etat.

2. D'autres termes et expressions qui sont utilisés dans la présente convention ont la signification qui leur est attribuée, suivant le cas, dans le règlement et le règlement d'application ou dans la législation nationale.

Article 2. Champ d'application matériel

La présente convention s'applique à toutes les législations relevant du champ d'application matériel (branches couvertes) du règlement.

Article 3. Champ d'application personnel

1. La présente convention s'applique aux personnes ci-après qui ne relèvent pas du champ d'application personnel (personnes couvertes) du règlement:

a) Les ressortissants qui sont ou ont été soumis à la législation de l'une ou des deux Parties contractantes, ou

b) Les personnes qui sont ou ont été soumises à la législation de l'une ou des deux Parties contractantes, ou

c) Les membres de la famille ou les survivants d'une personne désignée aux points a) ou b) du présent paragraphe.

2. La présente convention s'applique également aux personnes qui relèvent du champ d'application personnel (personnes couvertes) du règlement aux fins des articles 10, 11 et 12, paragraphes 2 et 5.

Article 4. Egalité de traitement

Pour autant que la présente convention n'en dispose pas autrement, les personnes désignées à l'article 3, paragraphe 1 a) qui séjournent ou résident sur le territoire de l'une des Parties contractantes ont les mêmes obligations et les mêmes droits que les ressortissants de cette Partie contractante au regard de l'application de la législation de cette Partie contractante.

Article 5. Admission à l'assurance volontaire ou facultative continuée

1. Les dispositions de la législation d'une Partie contractante qui subordonnent l'admission à l'assurance volontaire ou facultative continuée à la résidence sur le territoire de cette Partie ne sont pas opposables aux personnes qui résident sur le territoire de l'autre Partie, à condition qu'elles aient été soumises à un moment quelconque de leur carrière professionnelle à la législation de la première Partie en tant que travailleur salarié ou non salarié.

2. Si la législation d'une Partie contractante subordonne l'admission à l'assurance volontaire ou facultative continuée à l'accomplissement de périodes d'assurance, les périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation de l'autre Partie sont prises en compte, dans la mesure nécessaire, comme si elles avaient été accomplies sous la législation de la première Partie.

Article 6. Prévention du cumul de prestations

1. A moins que le règlement n'en dispose autrement, les clauses de réduction, de suspension ou de suppression prévues par la législation d'une Partie contractante en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations de sécurité sociale ou avec d'autres revenus de toute nature sont opposables au bénéficiaire, même s'il s'agit de prestations acquises au titre de la législation de l'autre Partie contractante ou de revenus obtenus sur le territoire de l'autre Partie contractante.

2. Les clauses de réduction, de suspension ou de suppression prévues par la législation d'une Partie contractante au cas où le bénéficiaire de prestations d'invalidité ou de prestations anticipées de vieillesse exerce une activité professionnelle lui sont opposables même s'il exerce son activité sur le territoire de l'autre Partie contractante.

PARTIE II. DISPOSITIONS DÉTERMINANT LA LÉGISLATION APPLICABLE

Article 7. Règle générale

Les personnes auxquelles les dispositions de la présente convention sont applicables ne sont soumises qu'à la législation d'une seule Partie contractante. Cette législation est déterminée conformément aux dispositions du Titre II, articles 13 à 17 du règlement.

Article 8. Travailleurs occupés sur le plateau continental

1. Les personnes qui exercent une activité professionnelle sur des installations pour la recherche et l'exploitation de ressources naturelles sous-marines sur le plateau continental norvégien sont soumises à la législation norvégienne applicable sur le plateau continental.

2. Lorsqu'une personne occupée sur le territoire du Luxembourg est détachée par son employeur sur le plateau continental norvégien afin d'effectuer un travail sur une installation pour la recherche et l'exploitation de ressources naturelles sous-marines, tout en continuant à être rémunérée par le même employeur, elle reste soumise à la législation luxembourgeoise pour la durée de ce travail, comme si elle était encore occupée sur le territoire du Luxembourg.

Article 9. Membres de famille de travailleurs détachés

Le conjoint et les enfants qui accompagnent la personne détachée sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément aux dispositions du Titre II, articles 14 à 17, du règlement sont soumis à la législation de la même Partie contractante que la personne détachée et sont réputés résider sur le territoire de cette Partie contractante, à moins qu'ils n'exercent eux-mêmes une activité professionnelle sur le territoire de la Partie contractante où la personne est détachée ou qu'ils n'y soient assurés en raison du bénéfice d'une pension ou d'une prestation en espèces au titre de la législation de cette Partie contractante.

PARTIE III. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LE DROIT AUX PRESTATIONS

PRESTATIONS DE MALADIE ET DE MATERNITÉ, D'INVALIDITÉ, DE VIEILLESSE, DE SURVIE, DE DÉCÈS ET DE CHÔMAGE

Article 10. Droit aux prestations

1. Sous réserve du paragraphe 3 du présent article, les dispositions ci-après sont applicables par analogie dans les relations entre les Parties contractantes aux personnes visées à l'article 3, paragraphe 1, qui résident sur le territoire de l'une des Parties contractantes,

pour autant qu'il s'agit d'affaires qui relèvent exclusivement de la compétence de ces Parties:

- a) Les dispositions du Titre III, chapitres 1, 2, 3, 4 et 5 du règlement;
- b) Les dispositions pertinentes du règlement d'application;
- c) Les dispositions pertinentes des annexes du règlement et du règlement d'application;
- d) Et tous les arrangements pris pour l'application du règlement et du règlement d'application.

2. Si conformément à la législation luxembourgeoise le stage requis pour l'octroi d'une pension d'invalidité ou de survie doit être accompli au cours d'une période de référence précédant l'échéance du risque assuré, les circonstances qui prolongent cette période sont également prises en considération si elles sont survenues sous la législation norvégienne.

3. En relation avec la législation norvégienne, les dispositions du Titre III, chapitres 2 et 3 sont applicables aux personnes visées à l'article 3, paragraphe 1, à condition qu'elles aient accompli avant l'échéance du risque et dans les limites d'âge applicables pour l'acquisition de droits à une pension conformément à la législation norvégienne,

- a) Au moins une année d'activité professionnelle en Norvège, ou
- b) Au moins trois années de résidence en Norvège dans le cas d'une personne visée à l'article 3, paragraphe 1 a).

Article 11. Enfants à charge et orphelins

En ce qui concerne

- a) Les majorations ou suppléments pour enfants à charge dans les pensions de vieillesse ou d'invalidité,
- b) Les pensions d'orphelin, à l'exception des rentes d'orphelin des régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles,

le chapitre 3 du Titre III du règlement, les dispositions pertinentes du règlement d'application, les dispositions pertinentes des annexes du règlement et du règlement d'application et tous les arrangements pris pour leur application sont applicables par analogie aux personnes désignées à l'article 3, paragraphes 1 et 2 qui résident en dehors du territoire d'un Etat partie à l'Accord EEE et aux personnes désignées à l'article 3, paragraphe 1 qui résident sur le territoire d'un Etat partie à l'Accord EEE.

Article 12. Paiement des prestations à l'étranger

1. Une pension au titre de l'assurance sociale norvégienne est payée à l'étranger aux personnes désignées à l'article 3, paragraphe 1a), à condition qu'elles résident sur le territoire d'un Etat partie à l'Accord EEE et qu'elles aient accompli au moins trois années de résidence en Norvège avant l'échéance du risque et dans les limites d'âge applicables pour l'acquisition de droits à une pension conformément à la législation norvégienne.

2. Les dispositions du paragraphe 1 sont applicables par analogie aux personnes désignées à l'article 3, paragraphe 2 qui autrement n'ont pas droit au paiement à l'étranger d'une pension norvégienne.

3. Une pension d'assurance sociale au titre de la législation norvégienne est payée aux personnes désignées à l'article 3, paragraphe 1b), à condition qu'elles résident sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qu'elles aient accompli au moins une année d'activité professionnelle en Norvège avant l'échéance du risque et dans les limites d'âge applicables pour l'acquisition de droits à une pension conformément à la législation norvégienne.

4. Lorsqu'il s'agit de pensions pour le conjoint survivant ou pour les enfants de personnes visées aux paragraphes 1 à 3, les dispositions de ces paragraphes sont applicables par analogie. Toutefois, les conditions de résidence ou d'activité professionnelle requises avant l'échéance du risque doivent être remplies par la personne décédée.

5. Les prestations en espèces au titre de la législation norvégienne sont payées aux personnes désignées à l'article 3, paragraphe 1 a) et paragraphe 2 qui résident en dehors du territoire d'un Etat partie à l'Accord EEE dans les mêmes conditions et dans la même mesure qu'aux ressortissants norvégiens.

Article 13. Prestations de chômage

En ce qui concerne les personnes désignées à l'article 3, paragraphe 1, l'article 67 du règlement est applicable par analogie.

Article 14. Allocations familiales

En ce qui concerne les personnes désignées à l'article 3, paragraphe 1, les allocations familiales sont payées conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'enfant réside, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions de l'article 9.

PARTIE IV. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15. Arrangements administratifs

Les autorités compétentes peuvent, en tant que de besoin, conclure des arrangements pour l'application de la présente convention.

Article 16. Entraide administrative

Les dispositions pertinentes du règlement et du règlement d'application relatives à l'entraide administrative, l'exemption de taxes, la présentation de demandes, de recours ou d'autres documents, aux devises et au recouvrement de paiements indûment effectués, sont applicables par analogie aux personnes désignées à l'article 3, paragraphe 1 qui résident sur le territoire d'une Partie contractante.

Article 17. Différends

1. Les différends venant à s'élever en relation avec l'application de la présente convention sont à résoudre par des négociations entre les autorités compétentes.

2. Si le différend n'a pas été réglé dans un délai de six mois à dater du début des négociations prescrites par le paragraphe 1 du présent article, il sera soumis à une commission arbitrale dont la composition et la procédure sont déterminées d'un commun accord par les Parties contractantes. La commission arbitrale doit résoudre le différend selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente convention. La décision de la commission arbitrale est définitive et lie les Parties contractantes.

PARTIE V. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 18. Dispositions transitoires relatives aux prestations

1. La présente convention s'applique également à des événements survenus antérieurement à son entrée en vigueur. Toutefois, aucune prestation n'est payée au titre de la présente convention pour des périodes antérieures à son entrée en vigueur, bien que les périodes d'assurance ou de résidence accomplies avant cette entrée en vigueur doivent être prises en considération pour la détermination du droit aux prestations.

2. Toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été supprimée en raison de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire de l'autre Partie contractante ou en raison de tout autre obstacle qui a été levé par la présente convention, est liquidée ou rétablie sur demande à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente convention.

3. Toute prestation liquidée avant l'entrée en vigueur de la présente convention est révisée sur demande, compte tenu des dispositions de cette convention. La révision de ces prestations peut également être effectuée d'office. Une telle révision ne peut avoir pour effet de réduire la prestation antérieure.

4. Les dispositions des législations des Parties contractantes relatives à la prescription et la déchéance des droits aux prestations ne sont pas applicables aux droits découlant des dispositions des paragraphes 1 à 3 du présent article, à condition que le bénéficiaire présente sa demande en obtention d'une prestation endéans un délai de deux ans suivant la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 19. Abrogation de la convention antérieure

La présente convention remplace la convention entre le Luxembourg et la Norvège sur la sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 19 février 1991, qui cesse d'être en vigueur à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 20. Dénonciation

1. La présente convention peut être dénoncée par chacune des Parties contractantes. La dénonciation doit être notifiée au plus tard trois mois avant l'expiration de l'année de calendrier en cours, à la suite de quoi la convention cesse d'être en vigueur à la fin de l'année de calendrier au cours de laquelle elle est dénoncée.

2. Lorsque la convention est dénoncée, ses dispositions continuent à s'appliquer aux prestations échues, nonobstant toute disposition qui a pu être introduite dans la législation des deux Parties contractantes relative aux restrictions des droits aux prestations en raison de la résidence dans d'autres pays ou de la nationalité d'autres pays. Les droits aux prestations non échues qui ont pu être acquis en vertu de la convention sont réglés par voie d'accord spécial.

Article 21. Entrée en vigueur

Les deux Parties contractantes se notifient l'accomplissement de leurs procédures constitutionnelles respectives requises pour l'entrée en vigueur de la présente convention. La convention entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit la date de la dernière notification.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente convention.

Fait à Luxembourg, le 19 mars 1998, en double exemplaire, en langues française et norvégienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

MADY DELVAUX-STEHRÉS

Pour le Royaume de Norvège:

TOR BENTIN NAESS

ARRANGEMENT ENTRE LES AUTORITÉS COMPÉTENTES DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET DU ROYAUME DE NORVÈGE SUR LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE

Se référant à l'Accord EEE, Article 29, Annexe VI, no 1 (Règlement (CEE) no 1408/71), articles 36 (3), 63 (3) et no 2 (Règlement (CEE) no 574/72), article 105(2),

Considérant qu'il convient de faciliter le règlement des décomptes entre les institutions des deux Parties contractantes,

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

Article 1er

(1) Aux fins de l'application du présent arrangement

1. Le terme "règlement" désigne le règlement (CEE) no 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, en sa teneur en vigueur au moment de son application entre les deux Parties contractantes;

2. Le terme "règlement d'application" désigne le règlement (CEE) no 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) no 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, en sa teneur en vigueur au moment de son application entre les deux Parties contractantes.

(2) D'autres termes ou expressions qui sont utilisés dans le présent arrangement ont la signification qui leur est attribuée, suivant le cas, dans le règlement, le règlement d'application ou la législation nationale.

Article 2

(1) En application des dispositions de l'article 36, paragraphe 3 et de l'article 63, paragraphe 3 du règlement, il est renoncé réciproquement au remboursement des dépenses pour prestations en nature servies par les institutions d'une Partie contractante pour le compte des institutions de l'autre Partie contractante conformément au chapitre 1, à l'exception de l'article 22, paragraphe 1c), en matière de maladie et de maternité, et conformément au chapitre 4, à l'exception de l'article 55, paragraphe 1c), en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles du Titre III du règlement.

(2) La disposition qui précède n'est pas applicable aux dépenses pour prestations en nature servies conformément aux dispositions précitées après la cessation du droit et avant que la notification de cette cessation par l'institution compétente n'a été reçue par l'institution du lieu de résidence en application des procédures prévues dans le règlement d'application; la responsabilité de l'institution précédente persiste jusqu'à ce que la notification d'une telle cessation est reçue par l'institution du lieu de résidence.

Article 3

Les prestations en nature qui sont servies en dehors du territoire de l'Etat de résidence au cours d'un séjour temporaire sur le territoire d'un Etat tiers, partie à l'Accord sur l'Espace économique européen du 2 mai 1992, sont à charge de l'institution du lieu de résidence. Cette institution est considérée comme l'institution compétente.

Article 4

Il est renoncé au remboursement des frais de contrôle administratif et médical visés à l'article 105 (1) du règlement d'application entre les institutions des deux Parties contractantes.

Article 5

(1) Le présent arrangement a effet à la date à laquelle le règlement et le règlement d'application sont entrés en vigueur dans les relations entre le Luxembourg et la Norvège.

(2) Le présent arrangement demeure en vigueur pendant une période d'une année, à l'expiration de laquelle il se renouvellera d'année en année, à moins que, soit l'autorité compétente luxembourgeoise, soit l'autorité compétente norvégienne ne notifie la cessation en respectant un préavis de six mois au moins.

Fait à Luxembourg, le 19 mars 1998, en double exemplaire, en langues française et norvégienne, les deux textes faisant également foi.

La Ministre de la sécurité sociale du Grand-Duché de Luxembourg,
MADY DELVAUX-STEHRÉS

Pour le Ministre norvégien de la santé et des affaires sociales:
TOR BENTIN NAESS
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

[NORWEGIAN TEXT — TEXTE NORVÉGIEN]

KONVENSJON

MELLOM

STORHERTUGDØMMET LUXEMBOURG

OG

KONGERIKET NORGE

OM TRYGD

Regjeringen i Storhertugdømmet Luxembourg

og

Regjeringen i Kongeriket Norge

som viser til Avtalen om Det europeiske økonomiske samarbeidsområde av 2. mai 1992, (heretter kalt "EØS-avtalen"), artikkel 29, vedlegg VI, nr. 1 og 2,

som viser til artikkel 8 i forordning (EØF) nr. 1408/71,

som tar i betraktning behovet for revisjon av sine forbindelser på trygdeområdet, spesielt når det gjelder personer som ikke er omfattet av den nevnte forordning,

er blitt enige om å inngå følgende konvensjon, som skal erstatte konvensjonen mellom de to stater om sosial trygghet av 19. februar 1991:

DEL 1

ALMINNELIGE BESTEMMELSER

Artikkel 1

Definisjoner

1. I denne konvensjon betyr uttrykkene:

a. "Forordningen"

Rådsforordning (EØF) Nr. 1408/71 om anvendelse av trygdeordninger på arbeidstakere, selvstendig næringsdrivende og deres familiemedlemmer som flytter innenfor Fellesskapet, med de bestemmelser som til enhver tid får anvendelse mellom de to kontraherende stater;

- b. "Gjennomføringsforordningen"
Rådsforordning (EØF) nr. 574/72 om gjennomføring av Rådsforordning (EØF) nr. 1408/71 om anvendelse av trygdeordninger på arbeidstakere, selvstendig næringsdrivende og deres familiemedlemmer som flytter innenfor Fellesskapet, med de bestemmelser som til enhver tid får anvendelse mellom de to kontraherende stater.
- c. "Kontinentalsokkelen"
Havbunnen og undergrunnen i de undersjøiske områder som strekker seg ut over norsk sjøterritorium gjennom hele den naturlige forlengelse av landterritoriet til ytterkanten av kontinentalmarginen, men ikke kortere enn 200 nautiske mil fra grunnlinjene som sjøterritoriets bredde er målt fra, likevel ikke utover midtlinjen i forhold til annen stat.
2. Andre ord og uttrykk som er benyttet i denne konvensjon, har den mening de henholdsvis er gitt i forordningen, gjennomføringsforordningen eller i nasjonal lovgivning.

Artikkel 2

Saklig anvendelsesområde

Denne konvensjon får anvendelse på all lovgivning omfattet av forordningens saklige anvendelsesområde.

Artikkel 3

Personkrets

1. Denne konvensjon får anvendelse på følgende personer som ikke er omfattet av personkretsen i forordningen:
- a) statsborgere som er eller har vært omfattet av lovgivningen i én av eller begge de kontraherende stater,

- b) personer som er eller har vært omfattet av lovgivningen i én av eller begge de kontraherende stater,
 - c) familiemedlemmer eller etterlatte etter personer som nevnt i bokstav a) eller b) i dette ledd.
2. Denne konvensjon får også anvendelse på personer som er omfattet av personkretsen i forordningen når det gjelder artiklene 10, 11 og 12 nr. 2 og 5.

Artikkel 4

Likebehandling

Med mindre annet er bestemt i denne konvensjon, skal personer som nevnt i artikkel 3 nr. 1, bokstav a), og som oppholder seg, eller er bosatt på territoriet til en av de kontraherende parter, ha de samme rettigheter og plikter som vedkommende kontraherende parts statsborgere ved anvendelsen av denne kontraherende parts lovgivning.

Artikkel 5

Adgang til frivillig eller frivillig fortsatt trygd

1. Bestemmelsene i en kontraherende parts lovgivning som for rett til frivillig eller frivillig fortsatt trygd har vilkår om bosted på denne parts territorium, får ikke anvendelse på personer som er bosatt på den annen parts territorium, forutsatt at de på et eller annet tidspunkt i sin karriere var omfattet av lovgivningen til den førstnevnte part som arbeidstakere eller selvstendig næringsdrivende.
2. Dersom en kontraherende parts lovgivning som for rett til frivillig eller frivillig fortsatt trygd har vilkår om at trygdetid skal være tilbakelagt, skal trygdetid eller botid tilbakelagt etter den annen parts lovgivning, i den utstrekning det er nødvendig, medregnes som trygdetid tilbakelagt etter førstnevnte parts lovgivning.

Artikkel 6

Samtidig rett til ytelser

1. Med mindre annet er bestemt i forordningen, kan bestemmelsene i en kontraherende parts lovgivning om at en ytelse skal reduseres, suspenderes eller bortfalle når mottakeren samtidig har rett til andre trygdeytelser eller har annen inntekt av enhver art, gjøres gjeldende overfor vedkommende selv om retten til slike ytelser er opptjent etter lovgivningen til den annen kontraherende part, eller inntektene er mottatt på den annen kontraherende parts territorium.
2. Bestemmelsene i en kontraherende parts lovgivning om at en ytelse skal reduseres, suspenderes eller bortfalle når en person som mottar ytelser ved uførhet eller førtidsytelser ved alder, utfører et inntektsgivende arbeid, kan gjøres gjeldende selv om vedkommende utfører sitt arbeid på den annen kontraherende parts territorium.

DEL II

LOVVALGSREGLER

Artikkel 7

Alminnelig bestemmelse

Personer som bestemmelsene i denne konvensjon får anvendelse på, skal bare være omfattet av lovgivningen til én av de kontraherende parter. Denne lovgivning skal avgjøres i henhold til bestemmelsene i forordningens avdeling II, artikkelene 13 til 17.

Artikkel 8

Arbeidstakere på kontinentalsokkelen

1. Personer i inntektsgivende arbeid på innretninger for undersøkelse og utvinning av undersjøiske naturforekomster på norsk kontinentalsokkel skal være underlagt norsk lovgivning, slik den får anvendelse på kontinentalsokkelen.
2. Dersom en person som er ansatt på Luxembourgs territorium, blir utsendt av sin arbeidsgiver for å arbeide på en innretning for undersøkelse og utvinning av undersjøiske naturforekomster på norsk kontinentalsokkel, mens han fortsatt er ansatt og lønnet av den samme arbeidsgiver, skal han fortsatt være omfattet av Luxembourgs lovgivning så lenge arbeidet varer, som om han fortsatt var i arbeid på Luxembourgs territorium.

Artikkel 9

Familiemedlemmer av utsendte arbeidstakere

Ektefelle og barn som følger med en person som i henhold til avdeling II, artikkel 14 til 17 i forordningen utsendes til territoriet til den annen kontraherende part, skal være omfattet av lovgivningen til den samme kontraherende part som den utsendte personen og behandles som om de var bosatt på territoriet til denne kontraherende part, forutsatt at de ikke selv er i inntektsgivende arbeid på territoriet til den kontraherende part personen er utsendt til, eller de er trygdet fordi de mottar en pensjon eller en kontantytelse etter denne kontraherende parts lovgivning.

DEL III

SÆRSKILTE BESTEMMELSER OM RETTIGHETER TIL YTELSE

**YTELSER VED SYKDOM, SVANGERSKAP OG FØDSEL, INVALIDITET, ALDER, DØD,
ARBEIDSLEDIGHET OG TIL ETTERLATTE**

Artikkel 10

Rett til ytelse

1. Med forbehold for nr. 3 i denne artikkel får følgende bestemmelser tilsvarende anvendelse i forholdet mellom de kontraherende parter for personer nevnt i artikkel 3 nr. 1 som er bosatt på territoriet til en av de kontraherende parter, såfremt saken utelukkende hører inn under disse partenes kompetanse:
 - a) bestemmelsene i avdeling III, kapittel 1, 2, 3, 4 og 5 i forordningen,
 - b) de relevante bestemmelser i gjennomføringsforordningen,
 - c) de relevante bestemmelsene i vedleggene til forordningen og gjennomføringsforordningen,
 - d) og alle tiltak iverksatt for anvendelsen av forordningen og gjennomføringsforordningen.
2. Når det etter Luxembourgs lovgivning kreves at ventetiden for å oppnå rett til uføre- og etterlattepensjon må være tilbakelagt under bestemte perioder før stønadstilfellet inntreer, skal omstendigheter som utvider disse periodene tas hensyn til også dersom de finner sted når personen er underlagt norsk lovgivning.
3. For personer nevnt i artikkel 3 nr. 1, skal bestemmelsene i avdeling III, kapittel 2 og 3 bare komme til anvendelse i forhold til norsk lovgivning såfremt vedkommende:
 - a) har utøvd yrkesaktivitet av minst ett års varighet i Norge, eller

- b) i tilfelle det dreier seg om en person nevnt i artikkel 3 nr. 1 bokstav a), har vært bosatt minst tre år i Norge

forut for stønadstilfellet og innenfor de aldersgrenser som gjelder for pensjonsopptjening i henhold til norsk lovgivning.

Artikkel 11

Barnetillegg og barnepensjon

Når det gjelder

- a) barnetillegg til alders- eller uførepensjon,
b) barnepensjon med unntak av barnepensjon tilstått i henhold til trygdeordninger for yrkesskade og yrkessykdommer,

får avdeling III kapittel 3 i forordningen, de relevante bestemmelser i gjennomføringsforordningen, de relevante bestemmelser i vedleggene til forordningen og gjennomføringsforordningen og alle tiltak iverksatt for deres anvendelse, tilsvarende anvendelse for personer nevnt i artikkel 3 nr. 1 og 2 som er bosatt utenfor territoriet til en part i EØS-avtalen, og personer nevnt i artikkel 3 nr. 1 som er bosatt innenfor territoriet til en part i EØS-avtalen.

Artikkel 12

Utbetaling av ytelser i utlandet

1. For personer nevnt i artikkel 3 nr. 1 bokstav a), kommer norsk pensjon til utbetaling i utlandet, forutsatt at de er bosatt på territoriet til en part i EØS-avtalen og har vært bosatt minst tre år i Norge forut for stønadstilfellet og innenfor de aldersgrenser som gjelder for pensjonsopptjening i henhold til norsk lovgivning.

2. Bestemmelsene i nr. 1 får tilsvarende anvendelse på personer nevnt i artikkel 3 nr. 2 som ellers ikke har rett til utbetaling av norsk pensjon i utlandet.
3. For personer nevnt i artikkel 3 nr. 1 bokstav b), kommer norsk pensjon til utbetaling, forutsatt at de er bosatt på territoriet til en av de kontraherende parter og har utøvd yrkesaktivitet av minst ett års varighet i Norge forut for stønadstilfellet og innenfor de aldersgrenser som gjelder for pensjonsopptjening i henhold til norsk lovgivning.
4. I tilfelle pensjon til en etterlatt ektefelle eller barn av personer nevnt i nr. 1 til 3, får bestemmelsene i de nevnte nummer tilsvarende anvendelse. Vilkåret om bosted eller yrkesaktivitet forut for stønadstilfellet må være oppfylt av avdøde.
5. For personer nevnt i artikkel 3 nr. 1 bokstav a) og nr. 2, som er bosatt utenfor territoriet til en part i EØS-avtalen, skal kontantytelser i henhold til norsk lovgivning utbetales på de samme betingelser og i samme utstrekning som til norske statsborgere.

Artikkel 13

Ytelser ved arbeidsledighet

For personer nevnt i artikkel 3 nr. 1, får artikkel 67 i forordningen tilsvarende anvendelse.

Artikkel 14

Familieytelser

Når det gjelder personer nevnt i artikkel 3, nr. 1, skal familieytelser utbetales i henhold til lovgivningen til den kontraherende part på hvis territorium barnet er bosatt, eventuelt tas det hensyn til bestemmelsene i artikkel 9.

DEL IV

FORSKJELLIGE BESTEMMELSER

Artikkel 15

Administrative overenskomster

De kompetente myndigheter kan, om nødvendig, inngå overenskomster om gjennomføringen av denne konvensjon.

Artikkel 16

Gjensidig bistand

For personer nevnt i artikkel 3 nr. 1 som er bosatt på territoriet til en kontraherende part, skal de relevante bestemmelser i forordningen og gjennomføringsforordningen om gjensidig bistand, unntak fra gebyrer, fremsettelse av krav, klager eller fremleggelse av andre dokumenter, valuta, tilbakekreving av feilaktig utbetalte ytelser, få tilsvarende anvendelse.

Artikkel 17

Twister

1. Uenighet i forbindelse med anvendelsen av denne konvensjon skal løses ved forhandlinger mellom de kompetente myndigheter.
2. Dersom uenigheten ikke er blitt avgjort innen seks måneder etter at forhandlingene beskrevet i nr. 1 i denne artikkelen ble påbegynt, skal saken legges frem for et voldgiftsorgan, hvis sammensetning og fremgangsmåte skal avtales mellom de kontraherende parter. Voldgiftsorganet skal avgjøre uenigheten i overensstemmelse med denne konvensjons grunnleggende prinsipper og i dens ånd. Voldgiftsorganets avgjørelse skal være endelig og bindende for de kontraherende parter.

DEL V

OVERGANGS- OG SLUTTBESTEMMELSER

Artikkel 18

Overgangsbestemmelser om ytelser

1. Denne konvensjon får også anvendelse på stønadstilfeller som har inntruffet før dens ikrafttreden. Ingen ytelser skal imidlertid komme til utbetaling etter denne konvensjon for noe tidsrom før dens ikrafttreden, selv om trygdetid eller botid som er fullført før nevnte ikrafttredelse, skal medregnes ved avgjørelse av om det foreligger rett til ytelser.
2. Enhver ytelse som ikke er blitt tilstått eller som er bortfalt på grunn av vedkommendes statsborgerskap eller fordi vedkommende var bosatt på den annen kontraherende parts territorium eller på grunn av andre hindringer som er blitt fjernet gjennom denne konvensjon, skal, dersom det settes frem krav, tilstås eller gjenopptas fra datoen for denne konvensjons ikrafttreden.
3. Når det fremsettes krav om det, skal en ytelse som er tilstått før denne konvensjons ikrafttreden, omregnes i overensstemmelse med dens bestemmelser. Omregning av slike ytelser kan også skje uten at krav er fremsatt. Slik omregning må ikke føre til reduksjon av den ytelse som utbetales.
4. Bestemmelser i de kontraherende parters lovgivning om foreldelse og bortfall av rett til ytelser skal ikke gjøres gjeldende for rettigheter som følger av bestemmelsene i nr. 1 til 3 i denne artikkel, under forutsetning av at vedkommende person fremsetter krav om ytelse innen to år etter datoen for denne konvensjons ikrafttreden.

Artikkel 19

Opphevelse av tidligere konvensjon

Denne konvensjon skal erstatte konvensjonen mellom Luxembourg og Norge om sosial trygd, undertegnet i Luxembourg 19. februar 1991, som skal opphøre å gjelde fra den dato denne konvensjon trer i kraft.

Artikkel 20

Oppsigelse

1. Denne konvensjon kan sies opp av begge de kontraherende parter. Oppsigelse skal meddeles senest tre måneder før utgangen av kalenderåret hvorved konvensjonen opphører å gjelde ved kalenderårets slutt.
2. I tilfelle av oppsigelse skal bestemmelsene i denne konvensjon fortsette å gjelde for ervervede rettigheter uten hensyn til bestemmelser i en kontraherende parts lovgivning som fastsetter begrensninger i retten til ytelser på grunn av statsborgerskap eller bosted i andre stater. Eventuelle rettigheter til fremtidige ytelser som kan være opptjent etter bestemmelsene i konvensjonen, skal avgjøres ved særskilt avtale.

Artikkel 21

Ikrafttreden

De kontraherende parter skal underrette hverandre ved skriftlig notifikasjon når de har oppfylt de respektive konstitusjonelle krav for ikrafttredelse av denne konvensjon. Konvensjonen skal tre i kraft på den første dag i den tredje måned etter tidspunktet for den siste notifikasjon.

Til bekreftelse på dette har de undertegnede fra de to kontraherende stater, som er gitt behørig fullmakt til det av sine respektive regjeringer, undertegnet denne konvensjon.

Utferdiget i Luxembourg, den 19 mars 1998
i to eksemplarer, med fransk og norsk tekst, der begge tekster har samme gyldighet.

For Storhertugdømmet Luxembourg



For Kongeriket Norge



OVERENSKOMST

om refusjon av utgifter på trygdeområdet
mellom de kompetente myndigheter i
Storhertugdømmet Luxembourg og
Kongeriket Norge

Med henvisning til EØS-avtalen, artikkel 29, vedlegg VI, nr. 1
(forordning (EØF) nr.1408/71), artiklene 36 nr. 3 og 63 nr. 3 og
nr. 2 (forordning (EØF) nr.574/72), artikkel 105 nr. 2,

med sikte på å tilrettelegge refusjonsoppgjøret mellom
institusjonene til de to kontraherende parter,

har de to kontraherende parters kompetente myndigheter blitt enige
om følgende:

Artikkel 1

(1) I denne overenskomst betyr

1. "Forordningen"

Rådsforordning (EØF) nr. 1408/71 om anvendelse av
trygdeordninger på arbeidstakere, selvstendig næringsdrivende
og deres familiemedlemmer som flytter innenfor Fellesskapet,
med de bestemmelser som til enhver tid kommer til anvendelse
mellom de to kontraherende parter;

2. "Gjennomføringsforordningen"

Rådsforordning (EØF) nr. 574/72 som fastsetter reglene for
gjennomføring av Rådsforordning (EØF) Nr. 1408/71 om
anvendelse av trygdeordninger på arbeidstakere, selvstendig
næringsdrivende og deres familiemedlemmer som flytter
innenfor Fellesskapet, med de bestemmelser som til enhver tid
kommer til anvendelse mellom de to kontraherende parter.

(2) Andre ord og uttrykk som er benyttet i denne overenskomst, har
den mening de er gitt henholdsvis i forordningen,
gjennomføringsforordningen eller nasjonal lovgivning.

Artikkel 2

- (1) I samsvar med bestemmelsene i forordningens artikkel 36 nr. 3 og artikkel 63 nr. 3 gis det gjensidig avkall på refusjon av utgifter til naturalytelser tilstått av en kontraherende parts institusjoner på vegne av den annen kontraherende parts institusjoner etter forordningens avdeling III ved sykdom og svangerskap eller fødsel etter kapittel 1, med unntak av artikkel 22 nr. 1 bokstav c, og ved yrkesskade og yrkessykdommer etter kapittel 4, med unntak av artikkel 55 nr. 1 bokstav c.
- (2) Ovennevnte bestemmelse skal ikke få anvendelse på utgifter til naturalytelser tilstått i henhold til de nevnte bestemmelser etter opphør av rettighet og før underretning om slikt opphør fra den kompetente institusjon er mottatt av institusjonen på bostedet i samsvar med fremgangsmåtene nedfelt i gjennomføringsforordningen; forpliktelsen til den førstnevnte institusjon vil fortsette til underretning om slikt opphør er mottatt av institusjonen på bostedet.

Artikkel 3

Naturalytelser tilstått utenfor bostedsstatens territorium under midlertidig opphold på territoriet til en tredje stat som er part i avtalen om Det europeiske økonomiske samarbeidsområde av 2. mai 1992, skal dekkes av institusjonen på bostedet. Denne institusjonen skal anses som den kompetente institusjon.

Artikkel 4

Det gis avkall på refusjon av utgifter til administrativ og medisinsk kontroll nevnt i artikkel 105 nr. 1 i gjennomføringsforordningen mellom institusjonene til de to kontraherende parter.

Artikkel 5

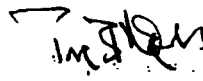
- (1) Denne overenskomst får anvendelse fra den samme dag som forordningen og gjennomføringsforordningen trådte i kraft i forholdet mellom Luxembourg og Norge.
- (2) Denne overenskomst skal gjelde for en periode på ett år og vil deretter fortsette å gjelde fra år til år hvis ikke de kompetente myndigheter i Luxembourg eller de kompetente myndigheter i Norge sier opp avtalen med minst seks måneders varsel.

Utferdiget i *Luxembourg* den *19 May 1990*
i to eksemplarer, med fransk og norsk tekst, der begge tekster har samme gyldighet.

Luxembourgs Sosialminister



For Norges Sosialminister



[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND
THE KINGDOM OF NORWAY ON SOCIAL SECURITY

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Kingdom of Norway,

Taking into account article 29, annex VI, Nos. 1 and 2, of the Agreement on the European Economic Area of 2 May 1992, hereinafter called the "EEA Agreement";

Having regard to article 8 of Regulation (EEC) No. 1408/71;

Considering that it is important to re-examine their relations in the area of social security, especially with regard to persons not covered by the said Regulation;

Have agreed to conclude the following Convention, which supersedes the social security convention between the two States dated 19 February 1991.

PART I. GENERAL PROVISIONS

Article 1. Definitions

1. For the purposes of this Convention:

(a) "Regulation" means Council Regulation (EEC) No. 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons, to self-employed persons and to members of their families moving within the Community, in the version in force between the Contracting Parties at the time of application;

(b) "Implementing Regulation" means Council Regulation (EEC) No. 574/72 fixing the procedure for implementing Regulation (EEC) No. 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons, to self-employed persons and to members of their families moving within the Community, in the version in force between the Contracting Parties at the time of application;

(c) "Continental shelf" means the seabed and the subsoil thereof extending beyond the Norwegian territorial sea throughout the natural prolongation of its land territory to the outer edge of the continental margin or to a distance of not less than 200 nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea is measured but not beyond the median line in relation to another State.

2. Other terms and expressions used in this Convention have the meaning assigned to them, as the case may be, in the Regulation and the Implementing Regulation or in national legislation.

Article 2. Material Scope

This Convention shall apply to all legislation falling within the material scope (branches covered) of the Regulation.

Article 3. Personal Scope

1. This Convention shall apply to the following persons who do not fall within the personal scope (persons covered) of the Regulation:

(a) Nationals who are or have been subject to the legislation of one or both of the Contracting Parties; or

(b) Persons who are or have been subject to the legislation of one or both of the Contracting Parties; or

(c) Family members or survivors of a person referred to in subparagraphs (a) or (b).

2. This Convention also applies to persons falling within the personal scope (persons covered) of the Regulation for the purposes of articles 10, 11 and 12, paragraphs 2 and 5.

Article 4. Equality of Treatment

To the extent that this Convention does not provide otherwise, persons referred to in article 3, paragraph 1 (a), who are staying or resident in the territory of one of the Contracting Parties shall be subject to the same obligations and have the same rights as nationals of that Contracting Party with respect to the application of the legislation of that Contracting Party.

Article 5. Admission to Voluntary or Optional Continued Insurance

1. Legislative provisions of a Contracting Party that make admission to voluntary or optional continued insurance conditional upon residence in the territory of that Party shall not apply to persons who are resident in the territory of the other Party, provided that at some point in their working life they were subject to the legislation of the first Party as employed or self-employed persons.

2. Where, under the legislation of a Contracting Party, admission to voluntary or optional continued insurance is conditional upon completion of insurance periods, the insurance or residence periods completed under the legislation of the other Party shall be taken into account, to the extent required, as if they were completed under the legislation of the first Party.

Article 6. Prevention of Overlapping of Benefits

1. To the extent that the Regulation does not provide otherwise, legislative provisions of a Contracting Party providing for reduction, suspension or withdrawal of benefit in case of overlapping with other social security benefits or other income of any kind may be invoked even though the right to such benefits was acquired under the legislation of the other Contracting Party or such income arises in the territory of the other Contracting Party.

2. Legislative provisions of a Contracting Party providing for reduction, suspension or withdrawal of benefit if a person in receipt of invalidity benefits or anticipatory old-age benefits is pursuing an occupational activity may be invoked against such person even though he/she is pursuing the activity in the territory of the other Party.

PART II. DETERMINATION OF THE LEGISLATION APPLICABLE

Article 7. General Rules

The persons to whom the provisions of this Convention apply shall be subject to the legislation of only one Contracting Party. That legislation shall be determined in accordance with the provisions of Title II, articles 13 to 17, of the Regulation.

Article 8. Persons Working on the Continental Shelf

1. Persons pursuing an occupational activity on installations involved in exploration and exploitation of underwater resources on the Norwegian continental shelf shall be subject to Norwegian legislation applicable to the continental shelf.

2. When a person employed in the territory of Luxembourg is seconded by his/her employer to the Norwegian continental shelf to perform work on an installation involved in exploration and exploitation of underwater natural resources while continuing to be remunerated by the same employer, that person shall continue to be subject to the legislation of Luxembourg for the entire duration of this work as if still employed in the territory of Luxembourg.

Article 9. Family Members of Seconded Workers

The accompanying spouse and children of a person seconded to the territory of the other Contracting Party in accordance with the provisions of Title II, articles 14 to 17, of the Regulation shall be subject to the legislation of the same Contracting Party as the seconded person and shall be considered to reside in the territory of that Contracting Party, unless they themselves are pursuing an occupational activity in the territory of the Contracting Party to which the person is seconded or are covered there in that they are drawing a pension or a cash benefit under the legislation of that Contracting Party.

PART III. SPECIAL PROVISIONS CONCERNING ENTITLEMENT TO BENEFITS -- SICKNESS AND MATERNITY, INVALIDITY, OLD-AGE, SURVIVORS', DEATH AND UNEMPLOYMENT BENEFITS

Article 10. Entitlement to Benefits

1. Subject to the provisions of paragraph 3 of this article, the following provisions shall apply *mutatis mutandis* in relations between the Contracting Parties to the persons referred to in article 3, paragraph 1, who reside in the territory of one of the Contracting Parties, provided that the matters concerned fall exclusively within the competence of these Parties:

- (a) The provisions of Title III, chapters 1, 2, 3, 4 and 5, of the Regulation;
- (b) The relevant provisions of the Implementing Regulation;
- (c) The relevant provisions of the annexes to the Regulation and to the Implementing Regulation; and

(d) All agreed arrangements for the implementation of the Regulation and the Implementing Regulation.

2. When under the legislation of Luxembourg the acquiring period required for the award of invalidity or survivors' benefit must be completed in the course of a reference period prior to the occurrence of the insured event, the circumstances leading to the extension of that period shall also be taken into consideration if they occurred under Norwegian legislation.

3. Under Norwegian legislation, the provisions of Title III, chapters 2 and 3, shall apply to the persons referred to in article 3, paragraph 1, provided that before the occurrence of the insured event they were within the age limit applicable for acquiring pension rights under Norwegian law and had completed:

(a) At least one year of occupational activity in Norway; or

(b) In the case of a person referred to in article 3, paragraph 1 (a), at least three years of residence in Norway.

Article 11. Dependent Children and Orphans

With respect to

(a) Increases in old-age or invalidity benefits or supplements for dependent children, and

(b) Orphan's benefits, save for orphan's annuities under insurance schemes against industrial accidents and occupational diseases,

Title III, chapter 3, of the Regulation, the relevant provisions of the Implementing Regulation, the relevant provisions of the annexes to the Regulation and to the Implementing Regulation and all agreed arrangements for their implementation shall apply *mutatis mutandis* to persons referred to in article 3, paragraphs 1 and 2, residing outside the territory of a State party to the EEA Agreement and to persons referred to in article 3, paragraph 1, residing in the territory of a State party to the EEA Agreement.

Article 12. Payment of Benefits Abroad

1. A Norwegian social security pension shall be paid abroad to persons referred to in article 3, paragraph 1 (a), provided that they reside in the territory of a State party to the EEA Agreement and have completed at least three years of residence in Norway before the occurrence of the insured event and within the age limits applicable for acquiring rights to a pension under Norwegian law.

2. The provisions of paragraph 1 shall apply *mutatis mutandis* to persons referred to in article 3, paragraph 2, who otherwise are not entitled to payment of a Norwegian pension abroad.

3. A social security pension under Norwegian legislation shall be paid to the persons referred to in article 3, paragraph 1 (b), provided that they reside in the territory of a Contracting Party and that they have completed at least one year of occupational activity in

Norway before the occurrence of the insured event and within the age limits applicable for acquiring rights to a pension under Norwegian law.

4. In the case of benefits for the surviving spouse or children of persons referred to in paragraphs 1 to 3, the provisions of these paragraphs shall apply *mutatis mutandis*. In all cases, however, the deceased must have fulfilled the requirements with respect to residence or periods of occupational activity prior to the occurrence of the insured event.

5. Cash benefits under Norwegian legislation shall be paid to persons referred to in article 3, paragraph 1 (a) and paragraph 2, who reside outside the territory of a State party to the EEA Agreement under the same conditions and to the same extent as they are paid to Norwegian nationals.

Article 13. Unemployment Benefits

Article 67 of the Regulation applies *mutatis mutandis* with respect to persons referred to in article 3, paragraph 1.

Article 14. Family Allowances

With respect to persons referred to in article 3, paragraph 1, family allowances shall be paid in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory the child resides, taking into account, where appropriate, the provisions of Article 9.

PART IV. MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 15. Administrative Arrangements

The competent authorities may, where necessary, agree to administrative arrangements to implement this Convention.

Article 16. Administrative Assistance

The relevant provisions of the Regulation and the Implementing Regulation pertaining to administrative assistance, tax exemption, filing of claims, appeals or other documents, foreign exchange and recovery of payments made in error shall apply *mutatis mutandis* to persons referred to in article 3, paragraph 1, residing in the territory of a Contracting Party.

Article 17. Disputes

1. Disputes concerning the application of this Convention shall be settled through negotiations between the competent authorities.

2. If the dispute has not been settled within a period of six months from the opening of the negotiations provided for in paragraph 1 of this article, it shall be submitted to an arbitration commission whose composition and procedure shall be determined by agreement between the Contracting Parties. The arbitration commission shall settle the dispute

in accordance with the basic principles and the spirit of this Convention. The decision of the arbitration commission shall be final and binding on the Contracting Parties.

PART V. TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

Article 18. Transitional Provisions Relating to Benefits

1. This Convention also applies to events that occurred prior to its entry into force. However, no benefit shall be paid under this Convention for periods before the date of its entry into force, although periods of insurance or residence completed before its entry into force shall be taken into account for the purpose of determining entitlement to benefits.

2. Any benefit that was not paid or was withdrawn by reason of the beneficiary's nationality or residence in the territory of the other Contracting Party or owing to any other obstacle eliminated by this Convention shall be paid or reinstated on request as from the date of entry into force of this Convention.

3. Any benefit paid before the entry into force of this Convention shall be reviewed on request, taking into account the provisions of this Convention. Such benefits may also be reviewed automatically. Such reviews shall not have the effect of reducing the previous benefit.

4. The provisions of the legislation of the Contracting Parties concerning the lapse and extinction of entitlements to benefits shall not apply to entitlements derived from the provisions of paragraphs 1 to 3 of this article, provided that the beneficiary submits a request to obtain the benefit within a period of two years after the date of entry into force of this Convention.

Article 19. Termination of the Previous Convention

This Convention shall replace the Convention between Luxembourg and Norway on social security signed at Luxembourg on 19 February 1991, which shall cease to have effect from the date of entry into force of this Convention.

Article 20. Termination

1. This Convention may be denounced by either of the Contracting Parties. Notice shall be given no later than three months before the expiry of the current calendar year; the Convention will then cease to have effect at the end of the calendar year in the course of which it was denounced.

2. If this Convention is denounced, its provisions shall continue to apply to benefits due, notwithstanding any provision that may have been introduced in the legislation of the two Contracting Parties regarding restrictions on entitlements to benefits by reason of residence in or nationality of other countries. Entitlements to benefits not yet payable that have been acquired under the Convention shall be determined by special agreement.

Article 21. Entry into Force

The two Parties shall notify each other of the completion of their respective constitutional procedures required for the entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the first day of the third month following the date of the last such notification.

In witness whereof the undersigned, duly empowered by their respective Governments, have signed this Convention.

Done at Luxembourg on 19 March 1998, in two copies, in the French and Norwegian languages, both texts being equally authentic.

For the Grand Duchy of Luxembourg:

MADY DELVAUX-STEHRÉS

For the Kingdom of Norway:

TOR BENTIN NAESS

ARRANGEMENT BETWEEN THE COMPETENT AUTHORITIES OF THE GRAND
DUCHY OF LUXEMBOURG AND THE KINGDOM OF NORWAY ON THE RE-
IMBURSEMENT OF SOCIAL SECURITY EXPENDITURES

Having regard to the EEA Agreement, article 29, annex VI, No. 1 (Regulation (EEC) No. 1408/71), article 36, paragraph 3, and article 63, paragraph 3, and No. 2 (Regulation (EEC) No. 574/72), article 105, paragraph 2,

Considering that it is appropriate to facilitate the settlement of accounts between the institutions of the Contracting Parties,

The competent authorities of the two Contracting Parties have agreed as follows:

Article 1

(1) For the purposes of this Arrangement:

1. "Regulation" means Council Regulation (EEC) No. 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons, to self-employed persons and to members of their families moving within the Community, in the version in force between the Contracting Parties at the time of its application;

2. "Implementing Regulation" means Council Regulation (EEC) No. 574/72 fixing the procedure for implementing Regulation (EEC) No. 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons, to self-employed persons and to members of their families moving within the Community, in the version in force between the Contracting Parties at the time of its application;

(2) Other terms and expressions used in this Convention have the meaning assigned to them, as the case may be, in the Regulation and the Implementing Regulation or in national legislation.

Article 2

(1) Pursuant to the provisions of article 36, paragraph 3, and article 63, paragraph 3, of the Regulation, the Parties shall mutually waive reimbursement of expenses for benefits in kind provided by the institutions of one Contracting Party on behalf of institutions of the other Contracting Party in accordance with chapter 1, with the exception of article 22, paragraph 1 (c), with regard to sickness and maternity, and in accordance with chapter 4, with the exception of article 55, paragraph 1 (c), with regard to industrial accidents and occupational diseases, under Title III of the Regulation.

(2) The above provision shall not apply to expenses for benefits in kind provided under the provisions referred to above after entitlement ceases and before notification of such cessation by the competent institution is received by the institution of the place of residence in accordance with the procedures set forth in the Implementing Regulation. The liability of the first institution shall continue until notification of such cessation is received by the institution of the place of residence.

Article 3

Benefits in kind provided outside the territory of the State of residence during a temporary stay in the territory of a third State that is a party to the Agreement on the European Economic Area of 2 May 1992 shall be borne by the institution of the place of residence. That institution shall be considered to be the competent institution.

Article 4

The Contracting Parties shall waive reimbursement between their institutions of the costs of the administrative checks and medical examinations referred to in article 105, paragraph 1, of the Implementing Regulation.

Article 5

(1) This Arrangement shall take effect on the date on which the Regulation and the Implementing Regulation enter into force in relations between Luxembourg and Norway.

(2) This Arrangement shall remain in force for a one-year period, at the end of which it will be renewed every year, unless the competent authority of either Luxembourg or Norway notifies the other of its termination, giving at least six months' notice.

Done at Luxembourg on 19 March 1998, in two copies, in the French and Norwegian languages, both texts being equally authentic.

The Minister of Social Security of the Grand Duchy of Luxembourg,
MADY DELVAUX-STEHRÉS

The Norwegian Minister of Health and Social Affairs,
TOR BENTIN NAESS

